

Conseil national – 19 septembre 2014

Rapport présenté par Olivier Dartigolles

Une invitée de marque a occupé les esprits et les cœurs tout au long de la Fête de l'Humanité. De l'inauguration le jeudi soir où nous invitons à un sursaut national et citoyen, aux dernières notes du concert de Bernard Lavilliers, il a été beaucoup question de la gauche, de son actualité et de son avenir, de sa capacité à redonner de l'espoir ; existe-t-il aujourd'hui une question plus forte que celle-ci, car elle conditionne tout le reste. Elle s'était faite discrète au cours des derniers mois. Pour certains, la gauche était en très sale état. Manuel Valls allant jusqu'à évoquer sa possible disparition. Il parle en spécialiste. Le pronostic vital lui semblait d'autant plus engagé qu'il y a en effet dans les seringues de l'austérité un poison mortel qui lui est directement destiné.

Tout cela nous le savions à la veille de la Fête, mais nous avons aussi ressenti à la fin de l'été un changement de climat. Quand Pierre est intervenu à La Rochelle, devant les militantes et les militants socialistes, les passages de son intervention les plus applaudis furent très nettement ceux qui parlaient de la gauche, des outrages qu'elle doit endurer quand son seul horizon serait de suivre Gattaz, des promesses formulées en son nom, et des trahisons successives qui créent un niveau inégalé de défiance et d'hostilité, de souffrances et de gâchis immenses.

La gauche politique, syndicale et associative, populaire et citoyenne, a créé l'événement lors de cette Fête en signant un retour remarqué jusqu'à provoquer de l'irritation au sommet de l'État. Bien évidemment, le fait de pouvoir retrouver de si belle manière les valeurs authentiques de la gauche n'efface pas les craintes et les doutes. Mais les observateurs, les chroniqueurs, celles et ceux qui suivent de près la rentrée politique, qui aurait pu se dérouler entre chien et loup, sont bien obligés aujourd'hui d'acter une chose : l'histoire n'est pas écrite et pour personne.

Voilà l'un des messages envoyés par les forces populaires de la Fête de l'Humanité, notre imaginaire n'est pas à vendre, il peut se reconstruire avec des marqueurs de gauche, des ripostes et des rassemblements. Ce que dit le grand succès de la Fête, c'est que nous pouvons être des bâtisseurs d'avenir si nous poursuivons les efforts engagés.

Nous disposons des interventions de Pierre, celles de Patrick Le Hyaric, des présidents de nos groupes parlementaires, des débats de la Fête. Ce rapport propose de pointer une série de questions qui sont à la fois d'actualité et sur lesquelles il ne peut y avoir de raccourcis si nous voulons, avec d'autres, une alternative de gauche pour le redressement du pays, ambition qui sera centrale lors de notre prochaine conférence nationale dont l'ordre du jour doit être voté par le Conseil national.

Faire renaître l'espoir, la volonté et la confiance dans un monde de paix

On ne peut aborder ces questions sans prendre en considération la situation internationale. Elle fait partie de la réalité présente et elle pèse très lourdement dans la tête des gens qui se disent : « Où tout cela nous mène-t-il ? »

Hier, lors de sa conférence de presse, F. Hollande a de nouveau engagé notre pays dans une nouvelle guerre, sans débat parlementaire, avec, de nouveau, une France qui n'agit plus librement et de manière indépendante et qui livre ses avions de chasse aux États-Unis et à l'OTAN. Cette décision est une grave erreur, une de plus, qui n'apportera aucune solution et ne fera qu'aggraver

plus encore la déstabilisation de la région. Pour s'attaquer à l'État islamique, il est indispensable de démanteler les filières, y compris d'États participant à cette coalition qui fournissent armes, argent et hommes.

Les événements qui se sont déroulés au cours de la période estivale ont été d'une particulière violence. Le morcellement à l'œuvre du Proche-Orient arrive à un point de basculement critique. Et l'enjeu est de savoir qui contrôlera et profitera de cet éclatement. La conférence prétendument internationale sur la « sécurité en Irak » organisée lundi par François Hollande participe de cette logique. Elle s'inscrit dans la stratégie américaine et atlantiste qui porte une lourde responsabilité dans la création et le développement de l'État islamique, mais aussi dans l'absence de solution politique en Syrie, en Palestine et en Libye.

L'émergence des forces meurtrières djihadistes et leur extension plongent d'abord dans la guerre les peuples pauvres entre eux ; et les interventions « occidentales » qui s'ensuivent depuis plus de vingt ans alimentent leur développement comme un cercle infernal.

Le Sommet de l'OTAN à Newport des 4 et 5 septembre a franchi sous la pression de Washington une étape décisive en ce sens en adoptant une nouvelle approche militaire à l'égard de la Russie et en créant une force de réaction « très rapide », identifiée comme son véritable « fer de lance » qui s'installera dans les pays frontaliers de la Russie. Depuis des mois, leur confrontation sur le théâtre de la crise ukrainienne prépare l'opinion à ce qu'ils nomment « une nouvelle guerre froide », c'est-à-dire le rapport de force constant, la menace d'intervention, la surenchère militaire, l'usage des sanctions avant toute démarche politique et diplomatique.

La stratégie globale des puissances « occidentales » est en réalité dans l'impasse. Les tensions, contradictions, déstabilisations, et l'arc de diffusion des conflits et crises sont tels que les enjeux internationaux semblent à nouveau, mais dans des conditions totalement différentes, être dominés par l'alternative : guerre ou paix.

Notre responsabilité est de faire renaître l'espoir, la volonté et la confiance dans un monde de paix et de participer dès maintenant à construire les voies pour y parvenir. C'est le sens de notre appel pour le 21 septembre, journée mondiale de la paix. Il faut créer les conditions d'un rassemblement d'actions pour s'opposer à la politique atlantiste de F. Hollande et de son gouvernement, et montrer que les alternatives existent.

Construire la paix pour la France ce serait : sortir de l'OTAN, prendre une initiative forte pour le désarmement nucléaire et sur le commerce des armes, et aussi en même temps mettre en œuvre une politique inédite de partenariats pour la coopération et le développement partagé afin d'asseoir la sécurité dans toutes ses dimensions et sur des principes de solidarité ; enfin agir pour engager une réforme de l'ONU démocratisée.

Dernier mot : la solidarité avec la Palestine, très importante et populaire pendant tout l'été, va s'amplifier pour aboutir à une étape le 18 octobre à Paris dans la vaste convergence nationale pour obtenir la suspension des accords d'association UE-Israël. On a pu de nouveau le mesurer le week-end dernier, les forces populaires demandent la reconnaissance de l'État palestinien, la solidarité avec les enfants de Gaza et la libération des prisonniers palestiniens et de Marwan Barghouti.

Nous proposons qu'un prochain Conseil national, dont la date reste à fixer, soit intégralement consacré à la situation internationale.

Dans un climat plus favorable à juin dernier, l'histoire est à écrire.

En France, rappelez-vous en juin, nous étions face à une situation ressentie comme bloquée. Le climat était pourri avec un brouillage des repères, le recul de la politique, les affaires, qui se poursuivent, des perspectives très sombres face auxquelles on pouvait se dire qu'il fallait tenir en serrant les rangs et en attendant des jours meilleurs. Les risques d'un approfondissement global et très inquiétant de la crise politique et d'enlisement gravissime de notre pays pouvaient-ils, oui ou non, être conjurés ? Dans le rapport présenté le 14 juin, nous répondions « oui », tout en précisant les conditions à réunir : intensifier notre action dans les luttes, engager une campagne durable pour des axes de transformation sociale tout en franchissant une étape dans notre travail de projet, le faire dans la durée en le mettant au centre de notre activité avec la société. Nous proposons enfin de déployer avec une audace nouvelle notre travail de rassemblement et de construction politique. Sur ces quatre objectifs, si beaucoup reste à faire, la situation a bougé et dans la bonne direction. Ce qui nous place face à de nouvelles responsabilités.

Ripostes immédiates sur des questions brûlantes – j'y reviendrai – , solutions de gauche par un processus permanent de débat et d'initiatives, rassemblement pour une alternative, une majorité et un gouvernement de gauche sans attendre la fin du quinquennat, sur l'ensemble de ces objectifs il se dégage aujourd'hui, ce qui n'était pas le cas il y a encore trois mois, un paysage nouveau avec des forces disponibles pour y travailler dans la durée. Pour beaucoup de gens de gauche, la formation du gouvernement Valls 2, avec la nomination d'Emmanuel Macron et, dans la foulée, le discours de Manuel Valls à l'université d'été du Medef ont été vécus comme un moment de vérité où une limite a été franchie dans une direction où ils ne veulent pas aller.

Ces premiers acquis, qui demandent à être consolidés et amplifiés dans les prochains jours, sont infiniment précieux. Nous sommes certains d'une chose : il n'y a strictement rien à espérer du chaos, d'une crise politique longue et douloureuse, d'une sorte de glissade incontrôlée vers des eaux tumultueuses qui charrient, on le sait bien, des régressions de grande ampleur, des tensions extrêmes dans la société, des décrochages sur des valeurs de solidarité, de justice sociale et de fraternité. Le pari selon lequel du bon pourrait sortir de tout cela, par je ne sais quel mouvement de balancier vers la gauche, est extrêmement dangereux.

Aussi, plus vite un espoir de gauche s'installera dans le pays, mieux nous aborderons les prochaines échéances. La crise de légitimité du couple Hollande-Valls atteint un tel niveau qu'on ne peut rien exclure : dissolution, démission, voire gouvernement d'union nationale. Tous ces scénarii passent sous silence une idée simple : une majorité de gauche a été élue en 2012 pour redresser et apaiser le pays, pourquoi ce qui n'a pas été engagé depuis deux ans serait définitivement évacué ? Cette proposition est sans doute la plus subversive pour les gardiens du système actuel, un système à bout de souffle et dont la seule réponse qui peut encore se faire entendre tient en une phrase : « on ne change pas une politique qui échoue ».

Une France qui dévisse et un débat qui s'invite

Je ne reviens pas ici sur les conséquences de l'échec de la politique gouvernementale. Pour faire court et aller à l'essentiel, quelles étaient les prévisions de Hollande ? D'abord celle d'une reprise mondiale, puis d'une Allemagne jouant le rôle de moteur de croissance à l'échelle de l'Union européenne, enfin, et Manuel Valls a été recruté pour faire ce job, un pacte dit de « responsabilité » avec des milliards d'euros pour le patronat payés par une saignée inédite et brutale de 50 milliards d'euros prélevés dans la dépense publique et sociale. Le chômage atteint des records et avec lui... le niveau des dividendes versés aux actionnaires. La croissance est nulle et avec elle, ou plutôt sans elle, les déficits publics se creusent. Au cœur de la défiance qui écrase le couple exécutif se nichent deux choses très fortement ressenties dans le pays et notamment

chez les 10 millions d'électrices et d'électeurs qui ont voté F. Hollande au premier tour de la dernière élection présidentielle. Un, la politique qui est suivie n'est pas celle qui avait été annoncée. Deux, l'orientation choisie à la place n'est pas celle d'un changement mais d'une aggravation des politiques passées et elles nous conduisent à la catastrophe. Les débats lors de la Fête de l'Huma ont permis de mesurer des préoccupations sur l'avenir, beaucoup de personnes demandent des explications, au plan national, européen et mondial. Les échanges sur les dimensions économiques de la crise, mais aussi sur les problématiques sociétales qu'il ne faut pas négliger, montrent combien les recherches de solutions sont fortes et permettent de poser la question qui est devenue incontournable, celle que Pierre a posée, hier soir, sur le plateau « Des paroles et des actes » : quelle alternative de gauche à la politique actuelle ?

Face à un bilan si désastreux, et aux légitimes prises de conscience et débats qu'il provoque, l'exécutif n'entend rien changer. Cet entêtement et ce déni permanent des réalités se doublent d'un autoritarisme, incarné jusqu'à la caricature par les coups de menton et de talonnettes du Premier ministre. Sa seconde déclaration de politique générale a été, en la matière, une parfaite illustration de l'impasse politique dans laquelle se trouve aujourd'hui le pouvoir.

Plus la base politique de la majorité se réduit et plus les appels à la « responsabilité », face à un Front national présenté comme « aux portes du pouvoir », les intimidations se multiplient. Mais le débat est lancé et, semaine après semaine, des personnalités de gauche, comme Martine Aubry dans les derniers jours, des forces progressistes formant un arc qui s'élargit, des intellectuels, des responsables syndicaux et associatifs, des acteurs locaux à l'échelle de nos territoires, des élus, des gens à partir de ce qu'ils vivent et ce à quoi ils aspirent, posent les uns après les autres des questions sur ce qu'il ne faut plus faire, des questions de bon sens le plus souvent. Oui, c'est bel et bien sur ce sujet que le débat va s'aiguiser : Comment faire autrement pour éviter la faillite du pays ? Par quoi remplacer la politique Hollande-Valls ? Avec quelles priorités ? Quels moyens démocratiques et financiers ?

C'est que ce que nous proposons et ce à quoi nous avons travaillé sans relâche au cours des dernières semaines, y compris quand les conditions paraissaient moins favorables pour s'y engager, et c'est aujourd'hui une donnée incontournable du paysage politique à gauche.

Nous invitons au débat toutes celles et tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'orientation politique actuelle. Qui pensent, comme nous, qu'il n'existe aucune fatalité, qu'un autre chemin peut être pris, sans attendre, avec des solutions de gauche. Nous disons que le débat est non seulement souhaitable mais qu'il est indispensable pour répondre aux défis et aux enjeux. Que la progression de ce débat peut, très rapidement, permettre des convergences visibles par des propositions et des initiatives communes.

On ne découvre pas cela. En 2008, lors du 34^e Congrès, nous nous proposons « *d'œuvrer à ce que des millions de femmes et d'hommes, divers par les courants de pensée dans lesquels ils se reconnaissent, par les organisations politiques et sociales dont ils se sentent proches, soient suffisamment unis et résolus pour rendre incontournables des changements dont ils auront acquis la conviction qu'ils sont indispensables* ».

Dans une situation politique qui se caractérise par d'immenses périls – je ne reviens pas sur le rapport de juin qui traitait de cette question –, il ne s'agit donc pas de viser à ce que ces millions de femmes et d'hommes soient une fois pour toutes tous d'accord sur tout ! Il s'agit de travailler, comme nous le proposons à l'ensemble des forces avec qui nous échangeons aujourd'hui, à ce que la gauche, dans sa diversité, soit porteuse de solutions de progrès face aux problèmes d'aujourd'hui, mais aussi en réponse à des questions nouvelles qui dans un avenir, proche ou plus

lointain, ne manqueront pas de surgir. Le rassemblement doit se réaliser sur des objectifs qui permettent de l'emporter contre un adversaire de classe qui ne lâchera jamais prise de son plein gré.

Le sujet, on le voit bien, n'est pas de se faire plus ou moins d'illusions sur les frondeurs socialistes, ou sur les députés d'Europe écologie-les Verts qui se sont abstenus mardi dernier lors du vote de confiance. Là n'est pas la question. Nous savons bien que tous ne sont pas opposés au même degré à la politique gouvernementale et parmi eux tout le monde n'a pas forcément les mêmes objectifs. Et nous savons aussi que bien au-delà des frondeurs déclarés, parmi les députés socialistes grandit l'idée que l'orientation Hollande-Valls mène dans le mur.

Alors que la pression était maximale – en témoigne la dizaine d'heures que le Premier ministre a consacrée aux échanges avec le groupe socialiste les deux journées avant le vote – sur le plan parlementaire, Valls n'a plus de majorité absolue, ce qui était son objectif initial. La contestation à sa politique grandit, dans le pays tout entier et aussi à l'Assemblée.

L'épisode stupéfiant de l'annonce par Valls de la suppression de la première tranche d'impôt, le lendemain de sa déclaration de politique générale, puis ce Président de la République qui annonce qu'il n'annoncera rien lors de sa conférence de presse, montre que pour Hollande et Valls, la pente est rude et la route n'est pas droite.

La stratégie Hollande-Valls conduit à un second tour droite-FN à la prochaine présidentielle.

Ils ont essayé depuis des mois d'interdire le débat, « *pas d'alternative possible* », puis de faire croire à des discussions possibles dans le cadre des arbitrages rendus avec le pacte de responsabilité. Peine perdue.

Venons-en à un second verrou auquel il faut s'attaquer.

La menace d'un match à trois pour la prochaine présidentielle avec l'idée, de plus en plus répandue, d'une qualification assurée pour Marine Le Pen et d'une seconde place se jouant entre la droite et l'orientation portée par Hollande-Valls. Pour J.-C. Cambadélis, « *ni thatchérisme, ni national-populisme, tel peut être, tel sera, le mot d'ordre de toute la gauche* ». Voilà pourquoi les dirigeants du PS ne supportent aucune tête qui dépasse, aucun débat d'orientation à gauche. Faire le calcul d'une gauche rivalisant avec la droite sur son terrain pour tenter d'arracher la qualification au second tour face à Marine Le Pen est un jeu extrêmement dangereux. C'est cynique et irresponsable, cela conduit à coup sûr à l'échec et à la catastrophe. Il faut le dire nettement et mettre cette question, comme les autres, en débat car elle peut, très rapidement, peser comme une véritable chape de plomb sur d'innombrables personnes qui sont aujourd'hui disponibles pour construire une véritable alternative de gauche.

Cessons de sous-estimer la droite qui est trop souvent la grande absente des discussions auxquelles nous participons. Avec la ligne qui était celle de Sarkozy dans la dernière ligne droite de la présidentielle de 2012, elle a rassemblé presque 17 millions de voix quand F. Hollande dépassait à peine les 18 millions. N'oublions pas le climat qui fut celui des manifestations contre le mariage pour tous, ni les attaques visant Christiane Taubira et Najat Vallaud-Belkacem. La droite a certes une question de leadership à régler, le retour de Sarkozy est imminent. Il y aura un débat sur la ligne politique puis la droite sera en ordre de marche lors des prochaines échéances électorales.

Le Front national, quant à lui, poursuit sa progression. Elle est d'autant plus inquiétante que les arguments qu'on lui oppose semblent ne pas l'atteindre, encore moins son électorat. Il nous faudra davantage parler de la société que son ascension politique dessine. Une société en repli,

fermée aux autres peuples. Une société inhumaine, d'exclusion et de tensions extrêmes. Une société autoritaire, s'attaquant aux libertés individuelles et imposant à tous des modes de pensée et de vie ultra-conservateurs. Une société où le recul des droits démocratiques et sociaux laisse le champ libre à la finance, aux multinationales et aux solutions libérales. Notre conférence nationale devra réfléchir à cette question.

Si nous marquons des points dans la prochaine période en poursuivant dans toutes ses dimensions le travail d'alternative pour des solutions de gauche, alors une idée fera très rapidement son chemin : un grand sursaut national et citoyen pour permettre de construire l'alternative politique et de gouvernement est nécessaire.

Maintenant, comment nous y prenons-nous, concrètement, les uns et les autres, dans nos différentes responsabilités et à l'échelle de nos territoires ? Dans l'esprit de ce qui a été réalisé et réussi lors de notre rentrée, tirons parti de l'impact de ces initiatives et d'une situation politique nouvelle à gauche. Dès ce week-end, prenons des contacts directs avec des organisations, des syndicalistes, des personnalités, des militantes et militants de gauche pour échanger et agir ensemble. Une brèche s'est ouverte, ne la laissons pas se refermer. Donc, pas de pause.

Un programme de redressement national et des ripostes immédiates mettant résolument le cap à gauche.

Quand on nous demande ce que nous proposons pour le pays, quelles sont nos solutions concrètes à des problèmes tout aussi concrets qui fragilisent les vies et les territoires, nous éprouvons quelques difficultés à aller à l'essentiel, à donner à voir les grands axes d'une politique qui pourrait enfin apporter des solutions et des résultats.

Nous proposons un programme de redressement national mettant résolument le cap à gauche autour de trois piliers : un plan de lutte immédiate contre les gâchis de la finance et pour la relance sociale qui engage le redressement du pays, une refondation de la démocratie en marchant vers une VI^e République ; et le retour à une parole forte, non alignée et indépendante de la France pour changer l'Europe et l'ordre du monde.

Ce n'est pas ici le moment de développer ces trois piliers, la prochaine conférence nationale, notamment le travail en ateliers – j'y reviendrai – va constituer une étape importante pour améliorer notre projet mais pas uniquement. Il nous faut approfondir la contribution des communistes à l'élaboration d'une politique de gauche. Il nous faut franchir une étape, parler comme un parti de gouvernement, avancer des propositions précises et les moyens à mobiliser pour leur réalisation dans les conditions de la période, mettre en débat des mesures d'urgence qui peuvent être l'amorce d'un processus de transformation qui demandera plus de temps. C'est dans cet esprit que nous préparons la convention nationale sur l'industrie qui se tiendra les 22 et 23 novembre. Un pré-projet intitulé *Une nouvelle industrialisation de la France en Europe* est disponible. Nous proposons de mettre en débat ce document pour l'enrichir. Alain Obadia et les camarades en charge de la convention invitent à des initiatives locales sous la forme de débats, de tables rondes. Pour y aider, un 4-pages, un modèle d'introduction et d'invitation sont mis à disposition.

La première des urgences est de stopper Valls. Les choix budgétaires à venir pour le budget 2015 de l'État et de la Sécurité sociale seront âprement discutés au sein du Parti socialiste et à l'échelle de toute la gauche politique et sociale. Nos groupes parlementaires organiseront une rencontre nationale pour des États généraux de la justice sociale dans le courant de l'automne.

Les enjeux sont énormes et ils ne sont pas que d'ordre budgétaire tant les conséquences de leur mise en œuvre dès les prochains mois pourront se traduire par des effets désastreux. L'hyper austérité aggrave les inégalités, touchant plus durement les femmes qui subissent une plus grande précarité.

Dans cette bataille sur les choix budgétaires et économiques, il nous faut être à la fois précis et en capacité de traduire au plus près de la vie des gens ce qui se joue en ce moment, notamment via le CICE et plus largement les 220 milliards d'aides publiques aux entreprises sans le moindre retour sur l'emploi, les salaires, la formation et les investissements utiles.

Je veux ici simplement prendre l'exemple du CICE et la campagne efficace que nous pouvons engager à l'échelle de nos départements et des bassins d'emploi. Ce CICE représente une manne de 13 milliards d'euros en 2013. Il favorise surtout les secteurs à main-d'œuvre peu qualifiée : services aux particuliers, grande distribution, restauration et hôtellerie. Mais aussi le secteur bancaire. L'industrie manufacturière est moins concernée. Mais l'essentiel des entreprises en bénéficie. Pour les plus grandes cela représente des sommes très importantes : 80 millions pour PSA en 2013 et 120 en 2014, 79 pour Orange en 2013 et 118 en 2014, 44 millions pour Auchan en 2013 et 76 en 2014. Auchan qui parallèlement supprime 300 emplois en France. Et 26 millions pour la BNP et la Société générale. Alors, ne peut-on partout aller demander des comptes à ces entreprises : qu'avez-vous fait de cet argent public qui devait vous permettre d'embaucher et d'investir ? Et plus largement, nous pourrions avoir la même démarche auprès des entreprises qui ont touché de l'argent public par des exonérations fiscales ou des aides des collectivités.

À n'en pas douter, la mobilisation pour la défense de la Sécurité sociale va grandir et peut devenir une grande bataille nationale. À l'appel des syndicats, le premier rendez-vous, le 16 octobre prochain, est inscrit à l'agenda.

D'autres questions sont en train de monter très fortement, celle du logement avec l'encadrement des loyers, la réforme des collectivités territoriales, encore la capacité financière de ces collectivités pour maintenir et développer des missions de service public.

Prenons dans les prochains jours des initiatives locales et départementales pour échanger avec l'ensemble des forces de gauche opposées à cette nouvelle offensive au nom de l'austérité. Et d'ailleurs, sur cette question, le gouvernement est sur la défensive puisqu'il ne cesse de dire, depuis quelques jours, qu'ils ne mènent pas une politique d'austérité.

Notre Conseil national pourrait prendre la décision de la réédition pour une large diffusion des cartes-pétitions qui ont eu un beau succès lors de la Fête de l'Huma. Mais aussi d'un millier de rencontres de proximité pour traiter de l'alternative à partir de sujet précis, de propositions concrètes. Discutons aujourd'hui d'une grande initiative nationale, plusieurs propositions sont sur la table : une marche, des assises. Le plus important en est sa conception, ses objectifs, ce qu'elle permettra de construire et de proposer.

La relance du Front de gauche, un atout indispensable.

Nous l'avons dit lors de la réunion nationale du Front de gauche, le 6 septembre dernier à Montreuil, la relance du Front de gauche est indispensable. Pour quelles raisons ? Il est un repère pour des millions de personnes. Il a représenté un espoir et pour beaucoup sa relance peut en créer un nouveau. La remise en action du Front de gauche, tant à l'échelle nationale que localement, est essentielle pour relever les défis de la période, à commencer par le soutien aux luttes en cours.

Il y a des débats au sein du Front de gauche, les réactions au vote à l'Assemblée mardi dernier ne disent pas la même chose. L'un d'entre eux porte sur le rapport à la gauche. La déclaration de rentrée du Front de gauche précise que nous « *souhaitons prendre toutes les initiatives nécessaires à la convergence de celles et ceux qui veulent contribuer à un rassemblement majoritaire permettant de porter une alternative aux choix du pouvoir actuel* » et propose « *un grand débat national sur cette question dans lequel les citoyennes et citoyens doivent être présents à égalité de responsabilité* ».

Il nous faut, localement, prendre des initiatives, notamment sous la forme d'assemblées citoyennes pour la relance du Front de gauche, tant sur la dimension des ripostes à la politique gouvernementale que sur celle de la construction d'une alternative de gauche. Le 6 septembre, il a aussi été décidé de donner un nouvel élan aux Fronts thématiques.

De plus en plus de gens voient que les institutions actuelles ont fait leur temps. L'aspiration à une VI^e République grandit. C'est dans ce contexte que Jean-Luc Mélenchon a décidé de lancer un mouvement. Pour nous, la bataille est très importante et doit être prise à la fois dans ses dimensions institutionnelles, territoriales et sociales.

Une nouvelle réunion nationale du Front de gauche aura lieu, très certainement à la mi-décembre.

Tour de France du secrétaire national et préparation des élections en 2015.

Au Conseil national de juin, nous avons décidé d'organiser un tour de France du secrétaire national avec une étape dans chaque nouvelle région. Dans la période qui s'ouvre, cette décision prend un relief nouveau. Notre ambition est de faire entendre le plus largement possible nos idées pour l'avenir de la France et la démarche des communistes pour une politique de gauche.

Toutes les deux semaines, Pierre Laurent consacrera trois journées à ces étapes régionales avec des rencontres avec les acteurs locaux, des forums thématiques et un meeting populaire. Après un travail préparatoire qui débutera dès la semaine prochaine, nous présenterons le programme de ce tour de France, de décembre 2014 à juin 2015, lors de la conférence nationale. Nous pouvons d'ores et déjà nous fixer l'objectif d'un tour de France dont chaque étape constitue un événement politique et fasse avancer le rassemblement.

Un rapide éclairage sur les élections de 2015. Il nous faudra en discuter lors de la prochaine conférence nationale.

Le calendrier électoral a été annoncé par Manuel Valls. Les élections départementales auront lieu en mars prochain, et les régionales à la fin 2015 dans un contexte politique et institutionnel inédit. Pour ces deux échéances, il nous faut travailler, dans l'esprit de ce que nous engageons nationalement, à des rassemblements de gauche très larges permettant de faire gagner des politiques progressistes pour les territoires qui seront autant de forces de résistance à l'austérité.

À cette fin, nous entendons préparer ces deux élections en étroite collaboration avec les directions fédérales dans le cadre de coordination régionale avec le secteur Élections du Conseil national. Les premières réunions régionales auront lieu dès octobre.

Concernant les sénatoriales, dimanche 28 septembre, 59 départements métropolitains éliront leurs sénateurs. Cinq sièges du groupe communiste républicain et citoyen sont renouvelables dans l'Allier, les Bouches-du-Rhône, les Côtes-d'Armor, le Rhône et la Seine-Maritime.

Dans des configurations différentes, les candidat-e-s et les listes présenté-e-s par le PCF et le Front de gauche mènent campagne et rassemblent les grands électeurs autour de la défense de la commune et des départements comme lieux essentiels d'expression de la démocratie et de

l'exercice de la citoyenneté. Nos listes portent la volonté d'autres réformes territoriales, de décentralisation écrites avec les citoyens et leurs élus et soumises à la souveraineté populaire par référendum.

La conférence nationale des 8 et 9 novembre.

La conférence nationale est convoquée pour les 8 et 9 novembre à la Halle Marcel-Dufriche à Montreuil. L'ordre du jour doit être arrêté par notre Conseil national d'aujourd'hui. Ce rendez-vous va nous permettre à la fois de faire un point d'étape sur nos initiatives en cours, le faire dans un contexte politique et social très évolutif qu'il faudra continuer à analyser. Avec quel prolongement dans notre démarche de rassemblement pour une politique, une majorité et un gouvernement de gauche ? Avec quelles traductions dans la relance du Front de gauche, le déploiement de nos campagnes d'action, le travail sur notre projet, la préparation des élections départementales et régionales de mars et décembre 2015, du tour de France du secrétaire national.

Toutes ces questions nous allons les travailler avec audace et combativité, à la hauteur de la situation nouvelle et de nos responsabilités.

Je rappelle que conformément à nos statuts, participent à une conférence nationale les membres du Conseil national, les parlementaires nationaux et européens, les délégations des fédérations dont le nombre est établi pour chacune en fonction du nombre d'adhérents. Je vous propose de retenir la répartition suivante : 4 délégué-e-s de droit par département, plus 1 par tranche de 400 adhérent-e-s . Ce qui ferait un total théorique de 878 délégués, membres du CN et parlementaires compris.

Ces délégués participeront aux débats et aux votes éventuels du samedi.

Le dimanche, nous proposons aux fédérations d'inviter, conformément à ce qui a été décidé lors du Conseil national des 14 et 15 juin, en plus bien sûr des délégations du samedi, le maximum de camarades intéressés par le projet ou par tel ou tel atelier, dont notre Conseil national, sur proposition du Comité du projet, doit arrêter la liste. Ces ateliers visent trois objectifs :

1. Permettre l'appropriation des travaux sur le projet du PCF : les enjeux, le sens des axes de transformation et les propositions identifiantes du PCF à partir des travaux des secteurs et commissions ;
2. Permettre d'élargir l'implication des communistes au travail de projet : participation aux commissions et secteurs pour enrichir la réflexion, l'élaboration de nos propositions et leur diffusion dans le PCF et dans la société ;
3. Permettre de définir une dizaine d'axes caractérisant une politique de gauche, comprenant une proposition identifiante pouvant faire convergence et bataille politique.

Le Comité du projet a construit les libellés des ateliers à partir de problématiques transversales et permettant l'implication de tous les secteurs et commissions. En voici la liste :

1. Relancer l'activité et l'emploi par la satisfaction des besoins (salaires, revenus, protection sociale, services publics, santé, logement, transports...).
2. Faire reculer le coût du capital pour financer le développement du progrès humain et la relance sociale (financement, banques, cotisations sociales, crédit, réforme fiscale...).
3. Promouvoir un nouveau modèle productif et assurer la transition écologique (industrie, agriculture, énergie, écologie, services publics, numérique, ESS...).

4. Ouvrir une nouvelle ère citoyenne de la démocratie dans les institutions, les territoires, les entreprises.
5. Des droits nouveaux au service de l'épanouissement humain (combat féministe, jeunesse, migrants, droits des salariés, discriminations...).
6. Refonder l'Europe, transformer la mondialisation.
7. Le rôle de la France, de l'Europe pour la paix, le développement et la coopération.
8. Transformer le travail, l'entreprise pour transformer la société.
9. Education, savoirs, culture comme conditions pour l'émancipation humaine.

Nous voulons faire de la conférence dans son ensemble et de cette séance du dimanche matin un véritable événement politique et militant.

Nous discuterons avec chacune des fédérations pour examiner les objectifs et les possibilités de participation aux ateliers. Nous visons au total une participation de 2 000 personnes. Des fédérations ont déjà prévu d'organiser dans leur département des AG, des conférences, voire des congrès départementaux selon leurs besoins.

Nous invitons partout à créer les conditions d'une préparation de la conférence qui permette la participation du maximum de communistes.

Pierre Laurent conclura nos travaux à la mi-journée par une allocution dont nous souhaitons faire un grand rendez-vous politique.

Voilà... j'ai été bref, trop peut-être, mais comme l'a écrit Cyrano de Bergerac, *« il y a beaucoup de gens dont la facilité de parler ne vient que de l'impuissance de se taire »*.

Je vous remercie.